

Macédoine : petit nom, grands enjeux

BALKANS

Historique ». L'Union européenne comme l'Otan ont salué en ces termes admiratifs, mardi soir, l'accord conclu entre Athènes et Skopje, pour régler une étonnante querelle de près de 30 ans portant sur le nom de l'ex-république yougoslave de Macédoine. Skopje revendiquait le nom de Macédoine. Athènes ne l'entendait pas de cette oreille, jugeant la dénomination réservée à une partie de son territoire et à l'identité hellénique. Les deux voisins se sont mis d'accord : habemus « Republika Severna Makendonija », la « République de Macédoine du Nord ».

L'accord, qui doit encore être finalisé mais a déjà été annoncé par le Premier ministre grec Tsipras, est le résultat de patientes négociations menées sous l'égide de l'ONU, avec le « fort soutien » de l'UE. Mais ce sont surtout les conséquences de la résolution de cette déroutante querelle du

nom qui importent.

Un accord était la condition *sine qua non* pour que la Macédoine puisse être invitée à rejoindre l'Otan. Ce devrait être chose faite dès le sommet des 11 et 12 juillet. La perspective a déjà été critiquée par la Russie, soucieuse de garder un pied dans les Balkans occidentaux.

L'accord augmente les chances de voir les Vingt-Huit de l'UE donner ce mois-ci leur feu vert à l'ouverture de négociations d'adhésion de la Macédoine à l'UE, comme la Commission l'a recommandé en avril. Ce feu vert requiert toutefois l'unanimité des 28. Entre-temps, les Premiers ministres des deux pays sont salués « chaleureusement » et « de tout cœur » pour cet accord à portée stratégique. Une emphase à la hauteur de l'enjeu – d'autant que l'accord devra encore passer la barre d'un référendum en Severna Makedonija. ■

PHILIPPE REGNIER